

LE SERVICE APRÈS VOTE

Session plénière du Conseil régional de Bretagne
13,14, et 15 février 2023

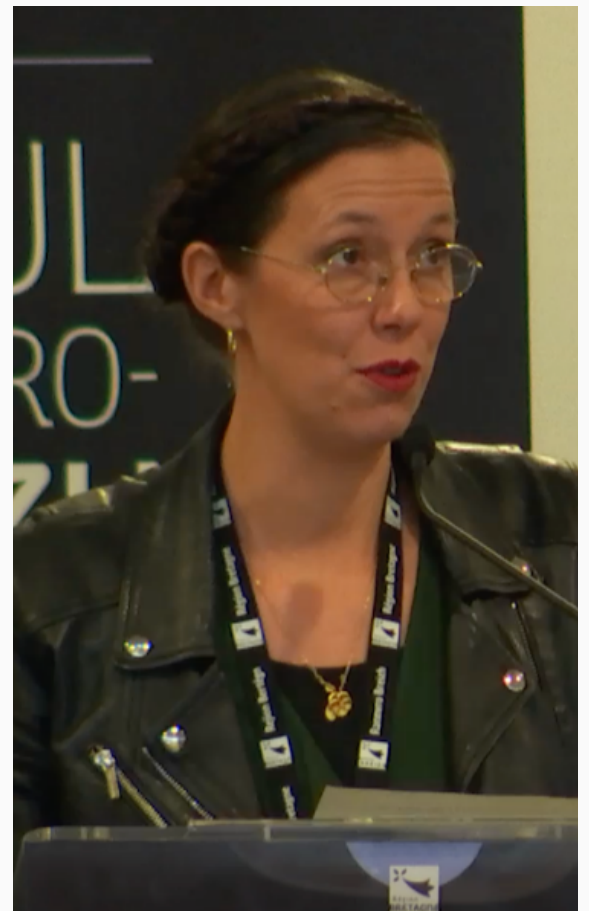


Discours de politique générale

Dans son discours d'ouverture, **Claire Desmares** a apporté son soutien aux responsables du projet Horizon à Callac, contraints d'abandonner face à la pression de l'extrême droite : "A ce jour, malgré quelques actions clairsemées, la Région n'est pas encore dotée d'une vraie politique en faveur de l'accueil des personnes exilé-e-s. A l'heure où les migrations vont être amenées à s'amplifier - notamment en raison des dérèglements climatiques laissant inhabitable des pans entiers de notre planète - les collectivités locales doivent prendre leur part."

Alors que la Région affiche son ambition d'un "budget vert", en 2023 seul 3% du budget est dédié à des enjeux aussi importants que la gestion de l'eau, la biodiversité, les aires protégées, la rénovation des logements, la sobriété énergétique, le développement des énergies renouvelables et de l'économie circulaire. Même si ce budget a globalement augmenté, cela reste très insuffisant.

Après un été 2022 marqué par la sécheresse, et les incendies dans notre région, cette absence de réaction à la hauteur des enjeux a conduit les Écologistes de Bretagne à voter contre le budget proposé par l'exécutif.



Les Écologistes de Bretagne

Claire Desmares, Présidente de groupe : claire.desmares@bretagne.bzh

Loïc Le Hir : loic.le-hir@bretagne.bzh

Julie Dupuy : julie.dupuy@bretagne.bzh

Collaborateur :

Fabien Randrianarisoa

fabien.randrianarisoa@bretagne.bzh

Bien que la fréquentation du TER ait augmenté de 20% en 2022, **Loïc Le Hir** a rappelé l'urgence de développer les transports en commun, décarbonés et performants, dont le train doit rester l'épine dorsale. Nous avons déposé un amendement pour demander la suppression de l'augmentation de 3% des tarifs du TER. Pour compenser cette perte de recette, nous avons proposé, par un autre amendement, d'annuler l'aide régionale de 1,5 million d'euros pour la ligne aérienne Quimper/Orly. Les deux amendements ont été rejetés par l'exécutif.

Comme lors du vote du budget 2022, nous avons déposé un amendement pour demander que des études soient menées pour moderniser et réouvrir les lignes de dessertes fines du territoire. Il a été réécrit avec l'exécutif et le groupe Breizh a Gleiz, qui avait également déposé un amendement semblable. Nous resterons très vigilants sur l'application de son contenu, moins ambitieux que le nôtre.

Malgré le vote d'un 1er "plan vélo" en décembre 2022, la Région Bretagne n'y consacre que 4 millions d'euros pour 2023, soit 1€20 par habitant. D'après l'ADEME il faudrait consacrer 30 €/habitant pour atteindre l'objectif des 12% d'usager.e.s en 2030, objectif de la loi climat et résilience.

Adaptation au réchauffement climatique

Vote : ABSTENTION

Dans le contexte d'un climat à +2, +3, +4 degrés, la Bretagne sera confrontée de façon croissante à des épisodes plus intenses et plus fréquents de sécheresse, d'incendies, d'inondations, de réchauffement en saison hivernale. **Loïc Le Hir** a rappelé la nécessité de "préparer les territoires littoraux de notre Région dans leur gestion de l'érosion, de l'élévation du niveau de la mer et des risques de submersion marine."



Nous devons tout autant "gérer l'inévitable qu'éviter l'ingérable"

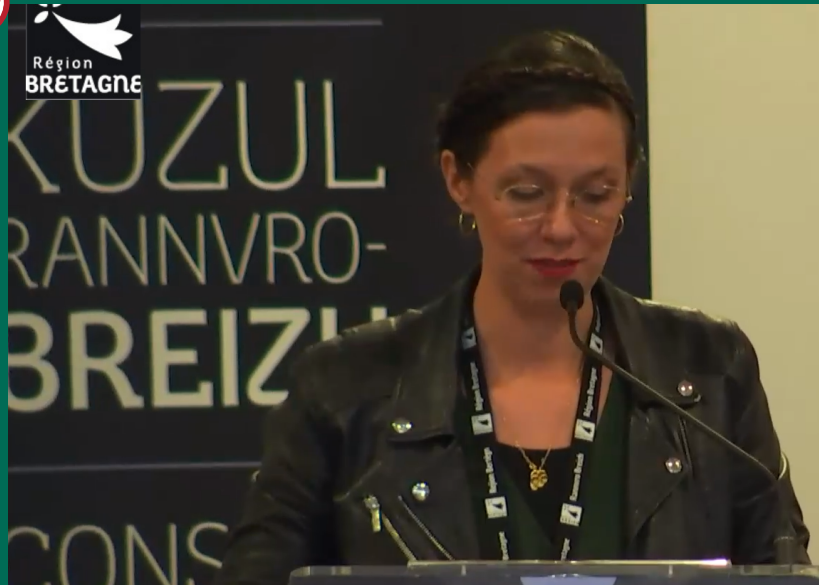


Attention aux financeurs !

Loïc Le Hir a souligné que pour ses emprunts la Région Bretagne a recours au TOP 3 des entreprises les polluantes de France (devant Total), d'après le classement de l'ONG Oxfam. Il a rappelé que l'atteinte de la neutralité carbone en 2050, doit aussi passer par un choix cohérent des partenaires financiers qui suivent une véritable stratégie bas-carbone.

Politique agricole

Vote : CONTRE



Avant d'aborder la question agricole **Claire Desmares**, a tenu à adresser son soutien à Paul François. L'agriculteur qui avait réussi à faire condamner Bayer-Monsanto pour intoxication à un herbicide, a été lâchement agressé et séquestré à son domicile, le 30 Janvier dernier. Il est plus que jamais nécessaire de briser l'omerta face au lobby agro-industriel. Les lanceurs d'alertes doivent faire l'objet d'une protection par l'Etat. Comme depuis le début du mandat, les élu-es dénoncent les subventions néfastes aux secteurs agricoles et agro-alimentaires, "qui impliquent l'usage de pesticides et favorisent des modèles de production industrielle de masse, non qualitatifs, sans lien au sol, et peu rémunérateurs pour nos paysannes et paysans."

La Région refuse encore d'engager la transition vers la baisse du cheptel breton, nécessaire pour réduire les impacts de l'élevage intensif sur l'environnement, la qualité de l'air, et des eaux de Bretagne. Face à l'absence de réelles garanties écologiques, les élu-e.s ont voté contre ce programme.

Pêche et maritime

Vote : CONTRE

Plus de trois mois après le départ de La Route du Rhum dans son édition la plus démesurée, les élu-e.s sont toujours en attente de chiffres sur l'impact carbone de l'évènement.

Face aux multiples pressions auxquelles les espaces littoraux et maritimes sont soumis : surpêche, pollution massive d'origine agricole, prolifération de déchets plastiques ; c'est à regret que **Claire Desmares** a rappelé que le budget de la Région finance en priorité les lobbys.

- Blue Fish : un lobby de la pêche industrielle qui a été épinglé comme tel par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.
- Cluster Maritime Français : groupement des industriels de la pêche qui ne compte aucune ONG de protection des océans parmi ses membres.
- Breizh mer : organisation de lobbying qui prépare la création d'un label privé qui n'apportera aucune garantie environnementale.

Gestion de l'eau

Vote : CONTRE

Après un été dramatique, marqué par les incendies, la sécheresse et les restrictions sur la consommation d'eau, la Région semble avoir pris conscience des forts enjeux pour préserver la ressource. Cependant, les économies d'eau ne doivent pas exiger uniquement la mobilisation des citoyens, mais aussi des secteurs agricoles et industriels, qui représentent respectivement 45% et 4% de la consommation d'eau potable en France.

Au-delà de cet aspect quantitatif, la qualité de nos eaux doit également être une priorité. Comme le rappelle l'Observatoire de l'environnement en Bretagne, 99% de nos eaux de surface sont polluées par les pesticides. L'exécutif régional a entendu les scientifiques alerter sur la nocivité de plus en plus établie des pesticides, et notamment des effets neurotoxiques pour le développement du cerveau des nouveaux-nés. Nous attendons maintenant des actes.

Claire Desmares est intervenue pour rappeler que "la marge de manœuvre est encore grande pour atteindre une politique économique régionale qui ferait de la sobriété sa boussole, de la réduction de ses impacts sa mission, de la contribution à la transition écologique et sociale son cap."

En 2022, la Région a encore arrosé de millions d'euros de nombreuses entreprises, structures de développement économique, organismes de soutien à l'innovation, fonds divers et variés, en particulier dans le domaine agro-alimentaire. Et tout ça sans aucune éco-socio-conditionnalité des aides, ou engagement ambitieux en matière de transition. La quête de productivité reste encore malheureusement l'alpha et l'oméga de la recherche subventionnée par les fonds publics, sans réelle perspective de transformation profonde du modèle agricole.

Budget 2023 : les raisons de notre vote

Vote: CONTRE

Malgré quelques avancées sur la politique d'adaptation aux dérèglements climatiques, les déchets ou encore la transition de la politique culturelle, force est de constater que les inflexions de budget attendues pour répondre aux urgences climatiques et écologiques, ne sont pas là. Nos désaccords sont aigus sur les politiques des langues, du tourisme, de l'économie, de l'agriculture, de la pêche ou encore de l'eau.

Fidèles à nos valeurs d'écologie, d'autonomie et de solidarité, sans surprise, mais également sans plaisir aucun, nous avons CONTRE le budget.

AMELIORER L'ACCUEIL DES EXILE.E.S

Considérant que l'abandon du projet Horizon à Callac constitue un nouveau signal d'alerte sur la progression des forces xénophobes et racistes en Bretagne, **Loïc Le Hir** a interpellé la région à travers une question orale portant sur l'accueil des exilé.e.s. Bien que l'exécutif reste arc-bouté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une compétence de la Région, Loïc Le Hir a rappelé que le Conseil Régional peut agir grâce à plusieurs leviers :

- Formation et insertion professionnelle,
- Accès aux services publics et notamment au réseau de transport BreizhGo,
- Accès à la restauration et aux internats dans les lycées,
- Accès au numérique pour les démarches administratives, à la culture, ou encore au logement.

Loïc Le Hir a également suggéré des propositions à l'exécutif pour une véritable politique volontariste sur le sujet :

- Créer un fond régional dédié, financé par des fonds européens,
- Mettre à disposition des logements vides dont la Région est propriétaire,
- Accompagner dans le montage juridique des dossiers permettant d'accéder à des financements européens,
- Rejoindre L'ANVITA, Association Nationales des Villes et Territoires Accueillants comme les régions Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté et Centre Val-de-Loire.



Amendement sur l'égalité des droits

Amendement rejeté

La Région investit beaucoup depuis 2004 sur l'égalité Femme/Homme et il reste beaucoup à faire dans le domaine. D'autres enjeux liés à l'égalité méritent une action publique accrue de la Région. **Loïc Le Hir** a porté un amendement pour demander à la Région Bretagne d'initier dès 2023 :

- un plan dédié à la prévention et à la lutte contre toutes les formes de discrimination en partenariat avec tous les acteurs mobilisés en Bretagne.
- un plan pour l'amélioration de l'accueil des exilé·e·s fuyant la guerre, l'oppression, la dictature, les persécutions et de façon croissante, les dérèglements climatiques.

Pour financer ces deux plans, nous avons proposé d'affecter 200 000€ en diminuant le budget dédié au soutien des entreprises bretonnes à l'international. L'exécutif a rejeté notre proposition d'amendement

“ La Bretagne a toujours été une terre d'accueil et doit le rester ”

SPORT

Vote: ABSTENTION

Comme tous les secteurs, celui du sport fait face à l'enjeu de sa transition écologique. **Claire Desmares** a réitéré la demande de transparence sur les financements alloués par la Région, au secteur de la course au large. Elle a aussi réitéré notre opposition franche aux terrains synthétiques, aux sports motorisés, et aux entreprises privées organisatrices d'événements sportifs professionnels, allouant des récompenses indécentes. Il est temps de mettre un terme au soutien à ces pratiques du passé, ces fameux "prize money", dont les subventions continuent de passer en commission permanente, et au sport business en général.

Bienvenue à Fabien Randrianarisoa, notre nouveau collaborateur

Nous avons accueilli mi-février un nouveau collaborateur dans l'équipe : Fabien Randrianarisoa, qui remplace Cécile Cathelin partie travailler auprès des élu·e·s de Rennes et de la Métropole, et à qui nous souhaitons le meilleur !

Passé par France Inter, France Info, et RTL, Fabien est venu du journalisme à la politique pour mettre ses compétences au service de ses convictions.

Tél : 0663301681

Fabien.randrianarisoa@bretagne.bzh



NOS PRISES DE POSITION



Le vote du budget constitue un moment important de la vie institutionnelle, et beaucoup de thématiques sont abordées. Voici les sujets sur lesquels nous nous sommes positionné.e.s lors de cette session plénière :

- Nous nous félicitons de la décision, même tardive, de la Région de porter plainte contre X pour pollution des plages bretonnes aux micro plastiques, comme nous l'avions demandé.
- Nous avons soutenu le vœu porté par la Présidente de la Commission climat pour une traçabilité des conteneurs en mer.
- Nous saluons la décision des conseiller-ère-s communautaires de Guingamp-Paimpol Agglomération, qui se sont positionnés contre le projet de ferme-usine à saumon à Plouisy.
- Nous avons demandé des garanties à l'exécutif sur la sécurisation du budget attribué aux musées.
- Nous demandons à l'exécutif une présentation des études menées sur l'adaptation des lycées publics au changement climatique.
- Nous avons voté contre la prétendue "sanctuarisation" des budgets langues, culture et sport. Ces budgets sont en réalité en baisse en euros constants, comme l'ont également souligné le CESER et le Conseil Culturel.
- Nous réitérons notre demande d'échange et de débats sur la très sensible question de l'eau en Bretagne, tout comme nous l'avons déjà fait à plusieurs reprises sur les pesticides.

Inscrivez-vous à notre lettre d'infos, le Service Après Vote, et recevez-la par mail :

Vous pouvez assister aux sessions plénières du Conseil Régional de Bretagne. La prochaine session aura lieu les 6 et 7 avril 2023. **A l'ordre du jour, il y aura notamment la stratégie régionale des transitions économiques et sociales (SRTES).** Pour y assister, envoyez un mail à : mediation.citoyenne@bretagne.bzh et contactez-nous, nous viendrons à votre rencontre.

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :

